

2° le § 2, alinéa 1^{er}, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Pour l'année de prise de cours soit d'un cumul de plusieurs pensions visées à l'article 1^{er}, soit d'un cumul d'une telle pension avec une ou plusieurs pensions accordées dans un autre régime de pension et sans préjudice à l'application de l'article 4, §§ 2, 4, alinéa 2, 6 et 8, de l'article 6, § 2 et de l'article 7, §§ 2 et 4, les montants limites prévus aux articles 4, 7 et 9 sont, tant pour la période comprise entre le 1^{er} janvier de l'année et la date de prise de cours du cumul que pour le restant de l'année, multipliés par une fraction dont le dénominateur est 12 et dont le numérateur est égal au nombre de mois entiers compris dans chacune de ces périodes et les revenus visés aux articles 4 et 7, sont ceux afférents à ces mêmes périodes. ».

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002 et s'applique également aux pensions et cumuls en cours au 31 décembre 2001.

Donné à Bruxelles, le 23 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
F. VANDENBROUCKE

2° § 2, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Voor het jaar waarin een cumulatie van meerdere in artikel 1 bedoelde pensioenen of een cumulatie van een dergelijk pensioen met één of meerdere pensioenen toegekend in een andere pensioenregeling ingaat en onverminderd de toepassing van artikel 4, §§ 2, 4, tweede lid, 6 en 8, artikel 6, § 2 en artikel 7, §§ 2 en 4, worden de in de artikelen 4, 7 en 9 bepaalde grensbedragen, zowel voor de periode begrepen tussen 1 januari van het jaar en de ingangsdatum van de cumulatie als voor de resterende periode van het jaar, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer gelijk is aan 12 en de teller gelijk aan het aantal maanden begrepen in elk van die perioden, en zijn de in artikelen 4 en 7 bedoelde inkomsten die welke betrekking hebben op diezelfde perioden. ».

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2002 en is tevens van toepassing op de op 31 december 2001 lopende pensioenen en cumulaties.

Gegeven te Brussel, 23 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
F. VANDENBROUCKE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2003 — 295

[C — 2002/22024]

20 DECEMBRE 2002. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 février 1999 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de bovins à déclaration obligatoire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, notamment l'article 7, §§ 2 et 3;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1999 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de bovins à déclaration obligatoire;

Vu l'avis du Comité scientifique institué auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, donné le 12 mars 2001;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 16 septembre 2002;

Vu l'avis 32.236/VR/3 du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 2002;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté royal du 28 février 1999 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de bovins à déclaration obligatoire, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Au sens du présent arrêté, les veaux détenus dans un centre d'engraissement agréé pour veaux tel que défini à l'arrêté ministériel du 29 janvier 1998 portant exécution de l'article 3 de l'arrêté royal du 8 août 1997 peuvent constituer une sous-espèce distincte et faire l'objet d'une convention séparée. »;

2° dans le § 2 de la version néerlandaise, le mot « opzeggen » est remplacé par le mot « beëindigen »;

3° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Le vétérinaire agréé désigné comme vétérinaire d'exploitation doit mettre fin à la convention dès qu'il subit une sanction le rendant indisponible pour plus de trois mois. »;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU**

N. 2003 — 295

[C — 2002/22024]

20 DECEMBER 2002. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 februari 1999 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en preventie van aangifteplichtige runderziekten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, inzonderheid op artikel 7, §§ 2 en 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1999 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en preventie van aangifteplichtige runderziekten;

Gelet op het advies van het Wetenschappelijk Comité ingesteld bij het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, gegeven op 12 maart 2001;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale Overheid op 16 september 2002;

Gelet op het advies 32.236/VR/3 van de Raad van State, gegeven op 26 maart 2002;

Op voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 februari 1999 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en preventie van aangifteplichtige runderziekten, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« In de zin van het huidig besluit kunnen de kalveren gehouden in een erkende kalvermesterij zoals gedefinieerd in het ministerieel besluit van 29 januari 1998 tot uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 een aparte ondersoort vormen en het onderwerp uitmaken van een afzonderlijke overeenkomst. »;

2° in § 2 wordt het woord « opzeggen » vervangen door het woord « beëindigen »;

3° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De erkende dierenarts aangeduid als bedrijfsdierenarts moet een einde maken aan de overeenkomst zodra hij een strafmaatregel ondergaat die hem voor langer dan drie maanden onbeschikbaar maakt. »;

4° A l'article 2 du même arrêté sont ajoutés les §§ 3 et 4, rédigés comme suit :

« § 3. En cas de résiliation d'une convention, l'inspecteur vétérinaire averti par la partie demanderesse invite l'autre partie à faire connaître son point de vue sur cette résiliation et procède à une enquête dans les trente jours.

§ 4. De commun accord, les deux parties désignent un vétérinaire agréé suppléant chargé de remplacer le vétérinaire d'exploitation en cas d'indisponibilité. Il n'intervient à la demande directe du responsable qu'après avoir vérifié l'indisponibilité du vétérinaire d'exploitation.

Pendant la période d'indisponibilité du susnommé, il assure auprès du responsable les obligations du vétérinaire d'exploitation, prévues par le présent arrêté.

Dès la fin de la période d'indisponibilité, ce vétérinaire suppléant doit avertir le vétérinaire d'exploitation de toutes les prestations accomplies dans le cadre de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de bovins à déclaration obligatoire.

Le responsable, le vétérinaire d'exploitation et le vétérinaire d'exploitation suppléant qui accepte cette mission, établissent en trois exemplaires une convention de désignation de vétérinaire suppléant conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Le vétérinaire d'exploitation suppléant envoie sans délai une copie de son exemplaire à l'inspecteur vétérinaire de la circonscription dans laquelle est située l'exploitation concernée.

Outre les conventions que chaque vétérinaire agréé peut conclure suivant les dispositions visées au § 1^{er}, alinéa 2, il peut accepter, en qualité de suppléant, un maximum de 100 conventions.

La résiliation de la convention entre un responsable et un vétérinaire d'exploitation entraîne dans les trente jours l'expiration de la convention désignant le vétérinaire d'exploitation suppléant. »

Art. 2. A l'article 3, § 2, du même arrêté, les mots « Le vétérinaire d'exploitation peut désigner un autre vétérinaire agréé pour effectuer sous sa responsabilité, les opérations... » sont remplacés par les mots suivants « Le vétérinaire d'exploitation peut désigner le vétérinaire d'exploitation suppléant pour effectuer les opérations... ».

Art. 3. L'article 9, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Lorsque le vétérinaire d'exploitation ou le vétérinaire d'exploitation suppléant ne respecte pas les dispositions du présent arrêté, il est passible, sur la proposition du Service, des peines prévues à l'article 9 de l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant le Règlement organique des Services vétérinaires.

Le Service fait la proposition des peines visées ci-dessus sur la base d'un rapport établi par l'inspecteur-vétérinaire compétent. Ce rapport est notifié au vétérinaire concerné. Ce dernier peut, dans les huit jours de la notification, demander au Service, par lettre recommandée à être entendu. Le vétérinaire concerné doit être entendu dans les trois semaines de cette demande. »

Art. 4. L'annexe du même arrêté est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Art. 5. Dans les quatre mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, toutes les conventions passées entre le responsable et le vétérinaire d'exploitation devront répondre au modèle prévu par la nouvelle annexe telle que prévue à l'article 6 ci-dessus.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé Publique et de l'Environnement,
J. TAVERNIER

4° Aan artikel 2 van hetzelfde besluit worden de §§ 3 en 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. In geval van beëindiging van een overeenkomst nodigt de inspecteur-dierenarts die verwittigd werd door de vragende partij, de andere partij uit, om haar standpunt over deze ontbinding te laten kennen en gaat binnen dertig dagen over tot een onderzoek.

§ 4. In onderling akkoord duiden de twee partijen een plaatsvervangende erkende dierenarts aan belast met de vervanging van de bedrijfsdierenarts in geval van onbeschikbaarheid. Hij treedt slechts op direct verzoek van de verantwoordelijke op nadat hij de onbeschikbaarheid van de bedrijfsdierenarts heeft nagegaan.

Tijdens de periode van onbeschikbaarheid van bovengenoemde verzekert hij bij de verantwoordelijke de verplichtingen van bedrijfsdierenarts, vastgelegd in dit besluit.

Vanaf het einde van de periode van onbeschikbaarheid moet deze plaatsvervangende dierenarts de bedrijfsdierenarts informeren over alle prestaties vervuld in het kader van het epidemiologisch toezicht en de preventie van aangifteplichtige runderziekten.

De verantwoordelijke, de bedrijfsdierenarts en de plaatsvervangende bedrijfsdierenarts die deze opdracht aanvaardt, stellen een overeenkomst op ter aanduiding van een plaatsvervangende dierenarts in drie exemplaren overeenkomstig het model gevoegd als bijlage bij dit besluit.

De plaatsvervangende bedrijfsdierenarts stuurt zonder uitstel een kopie van zijn exemplaar aan de inspecteur-dierenarts van de omschrijving waar het beslag zich bevindt.

Buiten de overeenkomsten die elke erkende dierenarts mag afsluiten volgens de bepalingen bedoeld in § 1, tweede lid, mag hij in hoedanigheid van plaatsvervanger nog maximaal 100 overeenkomsten afsluiten.

De beëindiging van de overeenkomst tussen een verantwoordelijke en een bedrijfsdierenarts heeft het einde van de overeenkomst ter aanduiding van een plaatsvervangende bedrijfsdierenarts binnen dertig dagen tot gevolg. »

Art. 2. In artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden « De bedrijfsdierenarts kan een andere aangenomen dierenarts aanwijzen om onder zijn verantwoordelijkheid de hierboven... » vervangen door de volgende woorden « De bedrijfsdierenarts kan de plaatsvervangende bedrijfsdierenarts aanwijzen om de hierboven... ».

Art. 3. Artikel 9, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 2. Bij het niet-naleven van de bepalingen van dit besluit kan de bedrijfsdierenarts of de plaatsvervangende bedrijfsdierenarts, op voorstel van de Dienst, sancties oplopen zoals voorzien in artikel 9 van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 houdende het Organiek Reglement van de Veterinaire Diensten.

De Dienst doet het in het vorige lid bedoelde voorstel van sanctie op basis van een verslag van de bevoegde inspecteur-dierenarts. Dit verslag wordt ter kennis gebracht van de betrokken dierenarts. Deze laatste kan, binnen acht dagen na de kennisgeving, de Dienst bij aangetekend schrijven verzoeken om te worden gehoord. De betrokken dierenarts moet worden gehoord binnen drie weken na het indienen van dit verzoek. »

Art. 4. De bijlage van hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlage van het huidige besluit.

Art. 5. In de vier maanden volgend op het in werking treden van het huidige besluit, moeten alle overeenkomsten die werden aangegaan tussen de verantwoordelijke en de bedrijfsdierenarts beantwoorden aan het model van de nieuwe bijlage zoals bedoeld in het bovengenoemd artikel 6.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. Onze Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 december 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
J. TAVERNIER

Annexe à l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 février 1999 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de bovins à déclaration obligatoire

Convention entre le responsable et le vétérinaire d'exploitation pour l'exécution des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de bovins à déclaration obligatoire

1. Le soussigné, (nom et prénom)

..... (adresse complète)

Responsable du troupeau n° : situé à :

..... (adresse complète)

désigne en application de l'article 2 de l'arrêté royal du 28 février 1999 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de bovins à déclaration obligatoire

le Dr (nom et prénom)

vétérinaire agréé à (code postal et commune)

..... (rue et numéro)

comme vétérinaire d'exploitation chargé de l'exécution des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de bovins à déclaration obligatoire.

2. Le soussigné, Dr (nom et prénom)

Vétérinaire agréé à (code postal et commune)

inscrit à l'Ordre sous le numéro déclare avoir pris connaissance de sa désignation comme vétérinaire d'exploitation par Monsieur/Madame

..... (nom et prénom)

..... (adresse complète).

responsable du troupeau n°

pour l'exécution des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de bovins à déclaration obligatoire.

3. Fait à, le

en deux exemplaires, un pour le responsable et un pour le vétérinaire qui transmettra une copie de son exemplaire à l'inspecteur vétérinaire.

Signatures :

Responsable,

Vétérinaire d'exploitation,

Convention de désignation d'un vétérinaire d'exploitation suppléant

1. Le soussigné (nom et prénom)

..... (adresse complète)

Responsable du troupeau n° situé à :

..... (adresse complète)

et le soussigné, Dr (nom et prénom)

vétérinaire d'exploitation pour ledit troupeau, inscrit à l'Ordre sous le numéro

domicilié à (code postal et commune)

(rue et numéro)

désignent de commun accord le Dr (nom et prénom)

vétérinaire agréé à (code postal et commune)

..... (rue et numéro)

comme vétérinaire d'exploitation suppléant pour le troupeau bovin mentionné ci-dessus.

2. Le soussigné, Dr (nom et prénom)

vétérinaire agréé à (code postal et commune)

inscrit à l'Ordre sous le numéro déclare avoir pris connaissance de sa désignation comme vétérinaire d'exploitation suppléant par Monsieur/Madame

..... (nom et prénom)

..... (adresse complète)

pour le troupeau n°

3. Cette désignation expire dans les trente jours qui suivent la résiliation par l'une des deux parties de la convention entre le responsable et le vétérinaire d'exploitation pour l'exécution des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de bovins à déclaration obligatoire.

4. Fait à, le

en trois exemplaires, un pour le responsable, un pour le vétérinaire d'exploitation et un pour le vétérinaire d'exploitation suppléant qui transmettra une copie de son exemplaire à l'inspecteur vétérinaire.

Signatures : Responsable, Vétérinaire d'exploitation, Vétérinaire d'exploitation suppléant,

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 28 février 1999 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de bovins à déclaration obligatoire.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

J. TAVERNIER

Bijlage bij het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 februari 1999 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en preventie van aangifteplichtige runderziekten

Overeenkomst tussen de verantwoordelijke en de bedrijfsdierenarts voor uitvoering van de bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en de preventie van aangifteplichtige runderziekten

1. Ondergetekende, (naam en voornaam)

..... (volledig adres)

Verantwoordelijke van het beslag met nr. gelegen te :

..... (volledig adres)

duidt in toepassing van artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 februari 1999 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en de preventie van aangifteplichtige runderziekten

Dr. (naam en voornaam)

aan, erkende dierenarts te (postcode en gemeente)

..... (straat en nummer)

als bedrijfsdierenarts belast met de uitvoering van de bijzondere maatregelen van het epidemiologisch toezicht en de preventie van aangifteplichtige runderziekten.

2. Ondergetekende, Dr. (naam en voornaam)

erkende dierenarts te (postcode en gemeente)

ingeschreven bij de Orde onder het nummer verklaart kennis genomen te hebben van zijn aanduiding als bedrijfsdierenarts door de heer/Mevrouw

..... (naam en voornaam)

..... (volledig adres)

verantwoordelijke van het beslag met nr.

voor de uitvoering van bijzondere maatregelen van het epidemiologisch toezicht en de preventie van aangifteplichtige runderziekten.

3. Gedaan te, op

In twee exemplaren, één voor de verantwoordelijke en één voor de dierenarts die een afschrift van zijn exemplaar zal overmaken aan de inspecteur-dierenarts.

Handtekeningen :

Verantwoordelijke,

Bedrijfsdierenarts,

Overeenkomst ter aanduiding van een plaatsvervangend dierenarts

Ondergetekende (naam en voornaam)

..... (volledig adres)

verantwoordelijke van het beslag met nr. gelegen te :

..... (volledig adres)

en ondergetekende, Dr. (naam en voornaam)

bedrijfsdierenarts voor bovengenoemd beslag, ingeschreven bij de Orde onder het nummer

gedomicilieerd te (postcode en gemeente)

..... (straat en nummer)

duiden in onderling akkoord, Dr. (naam en voornaam)

erkende dierenarts te (postcode en gemeente)

..... (straat en nummer)

aan, als plaatsvervangend bedrijfsdierenarts voor het hier bovengenoemd rundveebeslag.

2. Ondergetekende, Dr. (naam en voornaam)

erkende dierenarts te (postcode en gemeente)

ingeschreven bij de Orde op het nummer verklaart kennis genomen te hebben van zijn aanduiding als plaatsvervangend
bedrijfsdierenarts door de heer/Mevrouw (naam en voornaam)

..... (volledig adres)

voor het beslag met nr.

3. Deze aanduiding loopt ten einde binnen de dertig dagen die volgen op de ontbinding door één van beide partijen van de overeenkomst tussen de verantwoordelijke en de bedrijfsdierenarts voor de uitvoering van bijzondere maatregelen van het epidemiologisch toezicht en de preventie van aangifteplichtige runderziekten.

4. Gedaan te, op

in drie exemplaren, één voor de verantwoordelijke, één voor de bedrijfsdierenarts en één voor de plaatsvervangend bedrijfsdierenarts die een afschrift van zijn exemplaar aan de inspecteur-dierenarts zal overmaken.

Handtekeningen :

Verantwoordelijke,

Bedrijfsdierenarts,

Plaatsvervangend bedrijfsdierenarts,

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 20 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 februari 1999 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en preventie van aangifteplichtige runderziekten.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

J. TAVERNIER